

FRANCE



Treaty Series No. 17 (1980)

Exchange of Notes

between the Government of the
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
and the Government of the French Republic
concerning the Granting of Independence
to the New Hebrides

Paris, 23 October 1979

[The Agreement entered into force on 23 October 1979]

*Presented to Parliament
by the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs
by Command of Her Majesty
January 1980*

LONDON
HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

£2.50 net

Cmd. 7808

**EXCHANGE OF NOTES
BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF
GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE
GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC CONCERNING
THE GRANTING OF INDEPENDENCE TO THE
NEW HEBRIDES**

No. 1

*The Minister for Foreign Affairs of the French Republic to
Her Majesty's Ambassador at Paris*

*Ministère des Affaires Étrangères,
Paris, le 23 octobre 1979.*

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de me référer à la conférence constitutionnelle tenue aux Nouvelles-Hébrides les 18 et 19 septembre à laquelle ont assisté des représentants de nos deux gouvernements, le gouvernement Néo-Hébridais ainsi que d'autres représentants du peuple néo-hébridais et au cours de laquelle il a été décidé que les Nouvelles-Hébrides deviendraient un Etat souverain et indépendant en 1980, régi par la Constitution figurant à l'annexe de la présente note. Mon Gouvernement estime que, en vue de donner effet à cette décision sous réserve de la promulgation de la législation nécessaire, un accord est intervenu entre nos deux gouvernements dans les termes suivants:

- a) A partir d'une date à déterminer au cours de l'année 1980 (mentionnée ci-après comme le " jour de l'Indépendance "), les Nouvelles-Hébrides seront un Etat souverain et indépendant.
- b) La Constitution figurant à l'annexe à la présente note est la Constitution de l'Etat souverain et indépendant des Nouvelles-Hébrides et entre en vigueur le jour de l'Indépendance, à l'exception des articles 85, 91 et 94 qui entrent en vigueur immédiatement.
- c) A partir du jour de l'Indépendance, le Protocole relatif aux Nouvelles-Hébrides, signé à Londres le 6 Août 1914, ainsi que les autres accords entre les Gouvernements du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la République Française modifiant ou complétant ledit Protocole, cessent d'avoir effet.

Si ce qui précède représente également le point de vue du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord quant aux termes de l'accord intervenu entre nos deux gouvernements, j'ai l'honneur de vous proposer que cette lettre et votre réponse à ce sujet constituent un accord entre nos deux gouvernements qui entrera en vigueur à la date de votre réponse.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma haute considération.

BRUNO de LEUSSE de SYON

RÉPUBLIQUE DES NOUVELLES-HÉBRIDES CONSTITUTION

PRÉAMBULE

Nous, Peuple des Nouvelles-Hébrides,

—fier de notre lutte pour la liberté,

—et déterminé à préserver les fruits de cette lutte,

—profondément attaché à notre diversité ethnique, linguistique et culturelle,

—et conscient par ailleurs de notre destin commun,

—proclamons la création de la République libre et unie des Nouvelles-Hébrides, fondée sur les valeurs traditionnelles Mélanésiennes, la foi en Dieu et les principes chrétiens.

A cette fin nous nous donnons cette Constitution.

TITRE I

DE L'ETAT ET DE LA SOUVERAINETE

ARTICLE 1

La République des Nouvelles-Hébrides est un état souverain et démocratique.

ARTICLE 2

La Constitution est la loi suprême des Nouvelles-Hébrides.

ARTICLE 3

1) La langue véhiculaire nationale de la République est le Bichelamar. Les langues officielles sont l'anglais, le bichelamar, le français. Les langues principales d'éducation sont l'anglais et le français.

2) La République protège les différentes langues locales qui font partie de l'héritage national, et peut déclarer l'une d'elles langue nationale.

ARTICLE 4

1) La souveraineté nationale appartient au peuple Néo-Hébridais qui l'exerce par l'intermédiaire de ses représentants élus.

2) Le suffrage est universel, égal et secret. Sont électeurs, dans les conditions déterminées par le Parlement, tous les citoyens âgés d'au moins 18 ans.

3) Les partis politiques peuvent se former librement et peuvent participer aux élections; ils doivent respecter la Constitution et les principes de la démocratie.

TITRE II
DES DROITS ET DES DEVOIRS FONDAMENTAUX

CHAPITRE I
DES DROITS FONDAMENTAUX

ARTICLE 5

1) La République des Nouvelles-Hébrides reconnaît que—sous réserve des restrictions que la loi peut imposer aux non citoyens et dans le respect des droits de liberté d'autrui et de l'intérêt public légitime en matière de défense, de sécurité, d'ordre public, de bien-être et de santé—sont accordés à toute personne, quels que soient sa race, son lieu d'origine, ses croyances religieuses ou traditionnelles, ses opinions politiques, sa langue ou son sexe, les droits fondamentaux et les libertés individuelles suivants:

- a) la vie,
- b) la liberté,
- c) la sécurité de la personne,
- d) la garantie de la loi,
- e) la protection contre les traitements inhumains et les travaux forcés,
- f) la liberté de conscience et de culte,
- g) la liberté d'expression,
- h) la liberté de réunion et d'association,
- i) la liberté d'aller et venir,
- j) les garanties contre la violation du domicile et des autres biens et contre l'expropriation injuste du patrimoine,
- k) un traitement égal devant la loi ou l'action administrative, étant entendu qu'une loi ne contrevient pas aux dispositions de ce sous-paragraphé dans la mesure où elle prévoit des dispositions pour le bénéfice particulier, le bien-être, la protection ou l'amélioration des conditions des femmes, des enfants et des jeunes, des membres de catégories défavorisées, ou des habitants de zones moins développées.

2) La garantie de la loi comprend en particulier les dispositions suivantes:

- a) toute personne accusée d'un délit doit être entendue équitablement, dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial, et a droit à l'assistance d'un avocat en cas d'accusation grave;
- b) toute personne, dont la culpabilité n'a pas été reconnue par un Tribunal, est présumée innocente;
- c) toute personne accusée, doit être avisée dans les meilleurs délais et dans une langue qu'elle comprend, des chefs d'accusation à son encontre;
- d) si l'accusé ne comprend pas la langue, il doit lui être fourni un interprète tout au long de la procédure;
- e) un accusé ne peut être jugé en son absence, sauf s'il y consent ou s'il rend impossible, par son fait, que le Tribunal puisse siéger en sa présence;

- f) nul ne peut être condamné pour un acte ou une omission qui ne constitue pas, au moment des faits, une infraction prévue et punie par une loi écrite ou coutumière;*
- g) nulle personne ne sera sanctionnée d'une peine supérieure à celle en vigueur à la date de l'infraction;*
- h) toute personne pardonnée ou jugée et condamnée ou acquittée ne peut être jugée de nouveau pour le même délit ou pour les mêmes faits délictueux.*

ARTICLE 6

1) Quiconque estime que l'un quelconque des droits que lui garantit la Constitution a été, ou risque d'être enfreint, peut, indépendamment de tout autre recours légal possible, saisir la Cour Suprême pour qu'elle fasse respecter ce droit.

2) La Cour Suprême peut faire toutes injonctions, délivrer toutes assignations et prendre toutes dispositions qu'elle estime appropriées pour assurer le respect du droit, y compris le paiement de dommages et intérêts.

CHAPITRE II DES DEVOIRS FONDAMENTAUX

ARTICLE 7

Toute personne a les devoirs fondamentaux suivants envers elle-même, ses descendants et autrui:

- a) agir dans l'esprit de la Constitution et la respecter;*
- b) reconnaître qu'elle ne peut développer pleinement ses capacités et ses intérêts véritables que par sa participation active au développement de la communauté nationale;*
- c) exercer les droits garantis et attribués par cette Constitution, et saisir les possibilités qu'elle offre de participer pleinement au Gouvernement de la République;*
- d) protéger les Nouvelles-Hébrides et sauvegarder la richesse nationale, les ressources et l'environnement dans l'intérêt de la génération présente et des générations à venir;*
- e) travailler selon ses talents dans des emplois utiles à la société, et, si nécessaire, créer par elle-même les occasions légitimes pour de tels emplois;*
- f) respecter les droits et libertés d'autrui et coopérer pleinement avec autrui dans l'intérêt de l'interdépendance et de la solidarité;*
- g) contribuer, comme l'exige la loi, dans la mesure de ses moyens, aux dépenses nécessaires au progrès de la République et à la poursuite de ses objectifs nationaux;*
- h) dans le cas des parents, élever, assister et éduquer tous leurs enfants, légitimes ou naturels, et leur apporter en particulier une connaissance*

véritable de leurs droits et devoirs fondamentaux, des objectifs nationaux, de la culture et des coutumes du peuple des Nouvelles-Hébrides;

i) dans le cas des enfants, respecter leurs parents.

ARTICLE 8

Les manquements aux devoirs fondamentaux ne peuvent donner lieu à poursuite devant les tribunaux que dans les conditions déterminées par la loi. Néanmoins, il est du devoir des pouvoirs publics, dans l'exercice de leurs compétences respectives, de veiller au respect de leur application.

TITRE III DE LA CITOYENNETE

ARTICLE 9

Devient automatiquement citoyen des Nouvelles-Hébrides à la date de l'indépendance:

- a) toute personne qui a, ou avait, 4 grands-parents, membres d'une tribu ou d'une communauté indigène des Nouvelles-Hébrides; et
- b) toute personne d'ascendance Néo-Hébridaise qui n'a ni citoyenneté, ni nationalité, ni le statut d'optant.

ARTICLE 10

Toute personne qui, à la date de l'indépendance, est d'ascendance néo-hébridaise et a la nationalité ou la citoyenneté d'un Etat étranger, ou a le statut d'un optant, devient citoyen des Nouvelles-Hébrides, si, dans le délai de 3 mois pour compter du jour de l'indépendance ou dans un délai plus long que le Parlement peut accorder, elle en fait la demande, par elle-même ou par l'intermédiaire de ses parents ou de son tuteur légal.

La citoyenneté néo-hébridaise ainsi acquise est frappée automatiquement de déchéance si, dans les 3 mois pour compter de son acquisition ou dans un délai plus long que le Parlement peut accorder, le citoyen n'a pas renoncé à la citoyenneté ou à la nationalité dont il bénéficiait antérieurement. Ce délai de 3 mois court à partir du moment où la personne intéressée atteint l'âge de 18 ans.

ARTICLE 11

Toute personne née après la date de l'indépendance, soit aux Nouvelles-Hébrides, soit à l'étranger, devient citoyen des Nouvelles-Hébrides, si l'un de ses parents au moins est citoyen des Nouvelles-Hébrides.

ARTICLE 12

Peut demander à être naturalisé citoyen des Nouvelles-Hébrides, toute personne de nationalité étrangère et tout apatride qui, à la date de la demande, a vécu au moins dix années consécutives aux Nouvelles-Hébrides. Le Parle-

ment détermine la procédure applicable à l'instruction des demandes de naturalisation ainsi que des suites à y donner; cette procédure peut prévoir d'autres conditions que celles prévues ci-dessus quant à la recevabilité de la demande.

ARTICLE 13

La République des Nouvelles-Hébrides ne reconnaît pas la double nationalité. Cesse d'être citoyen des Nouvelles-Hébrides toute personne qui est ou qui devient citoyen d'un autre Etat, à moins qu'elle ne renonce à cette autre citoyenneté dans un délai de 3 mois ou un délai plus long que le Parlement peut accorder pour compter de la date à laquelle elle acquiert la citoyenneté néo-hébridaise ou la citoyenneté de cet autre Etat. Ce délai de 3 mois court à partir du moment où la personne intéressée atteint l'âge de 18 ans.

ARTICLE 14

Le Parlement peut prévoir d'autres dispositions relatives à l'acquisition de la citoyenneté néo-hébridaise par d'autres personnes que celles qui sont définies dans les articles précédents, ou relatives à la déchéance et à la renonciation de la citoyenneté néo-hébridaise.

TITRE IV DU PARLEMENT

ARTICLE 15

Le Pouvoir Législatif est exercé par une chambre unique dénommée Parlement.

ARTICLE 16

1) Le Parlement fait des lois concourant à la paix, l'ordre et le bon Gouvernement des Nouvelles-Hébrides.

2) Le Parlement élabore les lois en adoptant soit les propositions émanant d'un ou plusieurs membres, soit les projets émanant du Premier Ministre ou d'un Ministre.

3) Toute loi adoptée par le Parlement est présentée au Président de la République qui la promulgue dans un délai de deux semaines.

4) Toutefois, si le Président de la République considère que cette loi est contraire à la Constitution, il la défère à la Cour Suprême. Cette loi ne peut être promulguée que si la Cour Suprême constate qu'elle est conforme à la Constitution.

ARTICLE 17

1) Le Parlement est composé de membres élus au suffrage universel dans le cadre d'un système électoral comprenant un certain degré de représentation proportionnelle afin d'assurer une juste représentation des différents partis et opinions politiques.

2) Tout citoyen des Nouvelles-Hébrides, âgé d'au moins vingt-cinq ans, est éligible au Parlement dans les conditions déterminées par le Parlement.

ARTICLE 18

1) Un Conseil des Elections est investi de la responsabilité générale en matière d'inscription sur les listes électorales, de l'organisation des élections au Parlement, au Conseil National des Chefs et aux Conseils Régionaux.

2) Tout projet ou proposition de loi ou de règlement intéressant l'inscription des électeurs sur les listes électorales ou les élections doit être soumis à l'avis du Conseil des Elections avant que le Parlement n'en soit saisi ou ne prenne une décision.

3) Le Conseil des Elections est constitué du Président du Parlement qui préside ce Conseil et de deux membres nommés par le Président de la République, après avis conforme de la Commission de la Magistrature, parmi les personnes qui ne sont ni membres, ni candidats à l'élection au Parlement, au Conseil National des Chefs ou aux Conseils Régionaux.

4) Cesse d'être membre du Conseil des Elections, toute personne qui, en raison de circonstances postérieures à sa nomination, ne remplit plus les conditions nécessaires pour y être désigné.

5) Le Conseil des Elections ne peut, dans l'exercice de ses fonctions, être soumis à l'autorité ou au contrôle de tout autre personne ou organisme.

ARTICLE 19

1) Le Parlement se réunit en session ordinaire deux fois par an.

2) Le Parlement peut se réunir en session extraordinaire à la demande de la majorité de ses membres, de son Président, ou du Premier Ministre.

3) Le Parlement prend ses décisions, au scrutin public, à la majorité simple des suffrages exprimés, à moins que la Constitution n'en dispose autrement.

4) Le quorum requis est des deux tiers des membres, s'il n'en est autrement disposé dans la Constitution. Dans le cas où ce quorum n'est pas atteint à la première séance de n'importe quelle session, le Parlement se réunit trois jours plus tard et il n'est alors requis que la présence de la majorité simple des membres.

5) Le Parlement élabore son règlement intérieur.

ARTICLE 20

1) Dès la première séance qui suit toute élection générale, le Parlement élit son Président et un ou plusieurs vice-présidents.

2) Le Président préside les débats du Parlement et est responsable de la police intérieure des séances.

3) Les fonctions de Président peuvent être exercées par l'un des vice-présidents.

ARTICLE 21

Le Parlement peut créer des Commissions et en nommer les membres.

ARTICLE 22

Sauf décision contraire, les séances sont publiques.

ARTICLE 23

1) Le Gouvernement soumet chaque année au Parlement un projet de budget pour approbation.

2) Toute création d'impôt, toute modification des taux d'imposition, toute dépense publique doivent être autorisées par la loi.

3) Seul le Gouvernement peut déposer un projet de loi tendant à créer ou augmenter des impôts ou tendant à engager les dépenses publiques.

4) Le Parlement institue la charge de Contrôleur-Général des Comptes: celui-ci sera nommé par la Commission de la Fonction Publique à son initiative.

5) La mission du Contrôleur-Général consiste à vérifier les comptes publics des Nouvelles-Hébrides et à établir un rapport au Parlement et au Gouvernement.

6) Le Contrôleur-Général ne peut être soumis, dans l'exercice de ses fonctions, à l'autorité ou au contrôle de tout autre personne ou organisme.

ARTICLE 24

Les traités négociés par le Gouvernement sont soumis au Parlement pour ratification lorsqu'ils sont relatifs,

- a) aux organisations internationales, à la paix ou au commerce,
- b) lorsqu'ils engagent les finances publiques,
- c) lorsqu'ils sont relatifs à l'état des personnes,
- d) lorsqu'ils exigent la modification des lois des Nouvelles-Hébrides, ou
- e) lorsqu'ils emportent cession, échange ou adjonction de territoire.

ARTICLE 25

1) Aucun membre du Parlement ne peut être arrêté, détenu, poursuivi ou jugé à l'occasion des opinions émises ou des votes exprimés par lui au Parlement dans l'exercice de ses fonctions.

2) Aucun membre ne peut, pendant la durée des sessions du Parlement ou de l'une des ses commissions, être arrêté ou poursuivi pour quelque infraction que ce soit, sauf autorisation du Parlement donnée en considération de circonstances exceptionnelles.

ARTICLE 26

1) Sauf en cas de dissolution anticipée effectuée au titre des paragraphes 2 ou 3 ci-dessous, la durée de la législature du Parlement est fixée à quatre années à compter de la date de son élection.

2) Le Parlement peut, à tout moment, décider de se dissoudre: il le fait, lors d'une séance spéciale, par une délibération approuvée par la majorité de tous ses membres, sous réserve qu'au moins les 3/4 de ses membres soient présents. Le Président du Parlement doit être officiellement informé au moins une semaine avant qu'il ne soit débattu et voté sur une telle motion.

3) Le Président de la République peut, sur proposition du Gouvernement, prononcer la dissolution du Parlement.

4) Les élections générales ont lieu 30 jours au moins et 60 jours au plus après la dissolution.

5) Il ne peut être procédé à une nouvelle dissolution dans l'année qui suit les élections générales faisant suite à une dissolution au titre des paragraphes 2 ou 3 du présent article.

TITRE V

CONSEIL NATIONAL DES CHEFS

ARTICLE 27

1) Le Conseil National des Chefs est composé des chefs coutumiers élus par leurs pairs au sein des Conseils régionaux des Chefs.

2) Le Conseil National des Chefs élabore son règlement intérieur.

3) Il se réunit au moins une fois par an; d'autres sessions peuvent se tenir à la demande du Conseil, du Parlement ou du Gouvernement.

4) Dès la première réunion qui suit son élection, le Conseil élit son Président.

ARTICLE 28

1) Le Conseil National des Chefs est compétent dans tous les domaines relatifs à la coutume et à la tradition, et il peut faire des recommandations au Parlement ou au Gouvernement concernant la protection et la promotion de de la culture et des langues Néo-Hébridaises.

2) Le Conseil National des Chefs peut être consulté sur toute question, particulièrement celles relatives à la tradition et à la coutume, en liaison avec tout projet de législation du Parlement.

ARTICLE 29

Le Parlement légifère sur l'organisation du Conseil National des Chefs et en particulier sur le rôle des Chefs dans les villages, dans les îles et dans les régions.

ARTICLE 30

1) Aucun membre du Conseil National des Chefs ne peut être arrêté, détenu, poursuivi, ou jugé en raison des opinions émises ou des votes exprimés par lui au Conseil dans l'exercice de ses fonctions.

2) Aucun membre ne peut, pendant la session du Conseil ou de l'une de ses commissions, être arrêté ou poursuivi pour n'importe quelle infraction, sauf avec l'autorisation du Conseil en considération de circonstances exceptionnelles.

TITRE VI DU CHEF DE L'ETAT

ARTICLE 31

Le Chef de la République est dénommé Président de la République. Il symbolise l'unité de la nation.

ARTICLE 32

Le Président de la République est élu au scrutin secret par un collège électoral composé des membres du Parlement et des Présidents des Conseils Régionaux conformément aux règlements de l'Annexe I.

ARTICLE 33

Tout citoyen indigène néo-hébridais ayant la capacité pour être élu membre du Parlement peut être élu Président de la République.

ARTICLE 34

1) Le Président de la République est élu pour cinq ans.

2) Le Président de la République ne peut être démis de ses fonctions que pour faute grave ou en raison d'une incapacité rendant impossible la poursuite de son mandat. Cette démission est prononcée par le collège électoral défini à l'Article 32 sur une motion déposée par au moins un tiers des membres de ce collège et adoptée par au moins deux tiers de ses membres. Le quorum exigé pour l'examen de cette motion est des trois-quarts des membres composant ce collège dont au moins trois-quarts des Présidents des Conseils Régionaux.

3) La motion définie au paragraphe 2 doit être notifiée au Président du Parlement au moins deux semaines avant la réunion.

4) Si, à la première réunion, le quorum prévu au paragraphe 2 n'est pas atteint, le collège électoral peut se réunir une semaine plus tard et voter sur la motion définie au paragraphe 2, le nouveau quorum étant fixé aux deux tiers des membres du collège électoral.

ARTICLE 35

Lorsque la charge présidentielle est vacante ou lorsque le Président de la République est en voyage à l'étranger ou se trouve dans l'impossibilité d'exercer

son mandat, le Président du Parlement assume par intérim les fonctions de Président de la République. Dans l'hypothèse d'une vacance de la charge présidentielle, l'élection de son successeur doit avoir lieu dans les trois semaines qui suivent la vacance.

ARTICLE 36

Le Président de la République dispose du droit de grâce, du droit de commuer ou de réduire les peines infligées à tout condamné. Le Parlement peut instituer une commission chargée de conseiller le Président de la République dans l'exercice de cette fonction.

TITRE VII

DU POUVOIR EXECUTIF

ARTICLE 37

1) Le Premier Ministre et le Conseil des Ministres sont investis du pouvoir exécutif du Peuple, lequel s'exerce dans les conditions prévues par la Constitution ou par la Loi.

2) Le Premier Ministre a l'obligation d'informer pleinement le Président de la République de la conduite des affaires de la République.

3) Le Président de la République peut déférer à la Cour Suprême toute décision réglementaire qu'il estimerait contraire à la Constitution.

ARTICLE 38

1) Il est institué un Conseil des Ministres comprenant le Premier Ministre et les autres Ministres.

2) Le nombre des Ministres, y compris le Premier Ministre, ne peut dépasser le quart du nombre des membres du Parlement.

ARTICLE 39

Le Premier Ministre est élu par le Parlement, au scrutin secret, parmi les membres du Parlement, conformément aux dispositions de l'Annexe II.

ARTICLE 40

1) Le Premier Ministre nomme les autres Ministres parmi les membres du Parlement et peut désigner l'un d'entre eux comme Vice-Premier Ministre.

2) Le Premier Ministre répartit la responsabilité des affaires de la République entre les Ministres.

3) Il peut révoquer un Ministre.

ARTICLE 41

1) Le Conseil des Ministres est solidairement responsable devant le Parlement.

2) Le Parlement peut déposer une motion de censure à l'encontre du Premier Ministre. Cette motion, signée par un sixième des membres du Parlement, doit être déposée sur le bureau du Président du Parlement au moins une semaine avant la date prévue pour la réunion. Si la motion est adoptée à la majorité absolue, le Premier Ministre et les autres Ministres démissionnent immédiatement; toutefois, ils assurent l'expédition des affaires courantes jusqu'à l'élection d'un nouveau Premier Ministre.

ARTICLE 42

Le Conseil des Ministres cesse d'exercer ses fonctions lors de la démission ou du décès du Premier Ministre mais continue d'expédier les affaires courantes jusqu'à l'élection d'un nouveau Premier Ministre. Dans le cas de décès du Premier Ministre, le Vice-Premier Ministre, ou, s'il n'y en a pas, un Ministre, nommé par le Président, agit comme Premier Ministre jusqu'à l'élection d'un nouveau Premier Ministre.

ARTICLE 43

Tout Ministre, y compris le Premier Ministre, cesse d'exercer ses fonctions:

- a) quand le Parlement se réunit après une élection générale pour élire un nouveau Premier Ministre,
- b) s'il cesse d'être membre du Parlement pour toute autre raison que celle tenant à la dissolution du Parlement, ou
- c) s'il est élu en qualité de Président de la République ou de Président du Parlement.

ARTICLE 44

Les membres du Parlement qui sont nommés Ministres conservent leur qualité de parlementaire.

TITRE VIII

DE LA JUSTICE

ARTICLE 45

1) Le service judiciaire est chargé de l'administration de la Justice, il n'est soumis qu'à la Constitution et à la Loi. La mission générale du service judiciaire est de contrôler la conformité des situations juridiques avec la Loi. Dans le cas où toute disposition légale fait défaut, le tribunal statue selon les principes de l'équité et, dans la mesure du possible, en conformité avec la coutume.

2) Les magistrats, à l'exception du Président de la Cour Suprême et des juges à la Cour Suprême, sont nommés par le Président de la République après avis conforme de la Commission de la Magistrature.

3) Tous les magistrats détiennent leurs fonctions jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge de la retraite. Ils ne peuvent être démis de leurs fonctions que par le Président de la République soit:

- a) à la suite d'une condamnation pénale,
- b) en raison d'une faute disciplinaire lourde, d'une incapacité physique ou d'une insuffisance professionnelle constatée par la Commission de la Magistrature.

4) Seul le Président de la République, après avis conforme de la Commission de la Magistrature, procède à l'avancement et à l'affectation des magistrats.

ARTICLE 46

1) La Commission de la Magistrature est composée du Ministre responsable de la Justice, qui la préside, du Président de la Cour Suprême, du Président de la Commission de la Fonction Publique, d'un juge nommé pour trois ans par le Président de la République, et d'un représentant du Conseil National des Chefs nommé par le Conseil.

2) La Commission de la Magistrature ne peut être soumise, dans l'exercice de ses fonctions, à l'autorité ou au contrôle de tout autre personne ou organisme.

ARTICLE 47

1) La Cour Suprême est investie d'un droit de juridiction absolue pour entendre et juger tout procès civil et criminel, ainsi que de la juridiction et des pouvoirs qui lui sont conférés par la Constitution ou par la Loi.

2) La Cour Suprême est composée d'un Président et de trois juges.

3) Le Président de la Cour Suprême est nommé par le Président de la République après consultation du Premier Ministre et du chef de l'opposition.

4) Les autres juges sont nommés par le Président de la République, le premier sur proposition du Président du Parlement, le second sur proposition du Président du Conseil National des Chefs et le troisième sur proposition des Présidents des Conseils Régionaux.

5) Personne ne peut être nommé Président de la Cour Suprême ou juge de la Cour Suprême, s'il ne peut exercer comme homme de loi aux Nouvelles-Hébrides.

ARTICLE 48

Le Parlement définit la procédure d'appel quand la Cour Suprême juge en première instance. Afin de déférer en appel tout jugement prononcé par une juridiction siégeant en qualité de Cour d'Appel, le Parlement peut instituer une procédure d'appel devant une Cour d'Appel "ad hoc" constituée de deux magistrats de la Cour Suprême siégeant collégialement.

ARTICLE 49

Le Parlement peut préciser les modalités permettant de vérifier l'existence de règles coutumières qui peuvent s'appliquer et, en particulier, prévoir que

des personnes expertes en matière coutumière, siègent avec les juges de la Cour Suprême ou de la Cour d'Appel, et participent aux instances.

ARTICLE 50

Le Parlement crée les Tribunaux de village ou d'île avec compétence en matière coutumière ou autre, et définit le rôle des chefs auprès de ces tribunaux.

ARTICLE 51

1) Quiconque estime qu'une disposition quelconque de la Constitution a été violée à son égard peut, sans préjudice de toute autre action légalement ouverte, saisir la Cour Suprême pour dénoncer cette violation et obtenir réparation.

2) La Cour Suprême a compétence pour déterminer quelles dispositions de la Constitution ont été violées et pour faire une déclaration en conséquence.

3) Lorsqu'une question relative à l'interprétation de la Constitution est soulevée devant une juridiction inférieure et que cette juridiction considère la question comme ayant trait à un point de droit fondamental, ladite juridiction doit, à titre préjudiciel, soumettre cette question à la Cour Suprême.

ARTICLE 52

La Cour Suprême a compétence pour entendre et juger

- a) toute question tendant à déterminer si une personne a été régulièrement élue membre du Parlement, du Conseil National des Chefs ou d'un Conseil Régional,
- b) si elle est déchue de son mandat, ou
- c) doit cesser de remplir ses fonctions électives.

ARTICLE 53

Les fonctions de poursuite sont exercées par le Procureur Général qui est nommé par le Président de la République après avis conforme de la Commission de la Magistrature. Il ne peut être soumis dans l'exercice de ses fonctions à l'autorité ou au contrôle de tout autre personne ou organisme.

ARTICLE 54

Le Parlement institue la fonction de l'Avocat Public, nommé par le Président de la République après avis conforme de la Commission de la Magistrature, et dont la fonction consiste à porter assistance judiciaire aux personnes nécessiteuses.

TITRE IX
DE L'ADMINISTRATION
CHAPITRE I
DE LA FONCTION PUBLIQUE

ARTICLE 55

1) Les fonctionnaires doivent fidélité à la Constitution et se consacrer au service du peuple néo-hébridais.

2) Seuls les citoyens des Nouvelles-Hébrides peuvent être nommés à des emplois publics. La Commission de la Fonction Publique fixe les autres critères de nomination dans les services publics.

3) Nul ne peut être nommé à un emploi qui n'a pas été créé en application d'une loi.

4) Un règlement spécial du Premier Ministre ou d'un Président de Conseil Régional peut, par exception, prévoir le recrutement de personnel pour une période déterminée en vue de satisfaire à des besoins imprévus. En cas d'urgence, la décision peut être prise, au lieu et place du Premier Ministre, par la Commission de la Fonction Publique, après consultation des Ministres des Finances et de l'Administration Publique.

5) Tout fonctionnaire occupant un emploi ne peut être licencié tant que cet emploi existe, à moins que la Constitution n'en dispose autrement.

6) Les fonctionnaires bénéficient des augmentations de traitement selon les dispositions prévues par la loi.

7) Les fonctionnaires quittent la Fonction Publique lorsqu'ils ont atteint la limite d'âge ou s'ils sont révoqués par la Commission de la Fonction Publique. Ils ne peuvent être rétrogradés sans consultation de la Commission de la Fonction Publique.

8) La sécurité de l'emploi des fonctionnaires définie au paragraphe 5 ne peut faire obstacle à des mises à la retraite anticipée qui seraient décidées par voie législative afin d'assurer un certain renouvellement des titulaires d'emplois publics.

ARTICLE 56

1) Sont exclus des dispositions du paragraphe 5 de l'article 55 les conseillers politiques personnels du Premier Ministre et des Ministres.

2) Le Premier Ministre peut organiser la mobilité des principaux cadres administratifs des ministères.

ARTICLE 57

1) La Commission de la Fonction Publique est composée de cinq membres, nommés pour trois ans par le Président de la République après consultation du Premier Ministre.

2) Le Président de la République désigne chaque année parmi les membres de la Commission, un président, chargé d'organiser ses délibérations.

3) Les fonctions de membre de la Commission sont incompatibles avec l'appartenance au Parlement, au Conseil National des Chefs, à un Conseil Régional, ou avec l'exercice d'une responsabilité au sein d'un parti politique.

4) Cesse d'être membre de la Commission de la Fonction Publique, toute personne qui, en raison de circonstances postérieures à sa nomination, ne réunit plus les conditions requises pour sa nomination.

ARTICLE 58

1) La Commission de la Fonction Publique connaît des nominations et des avancements des fonctionnaires et la sélection de ceux d'entre eux qui sont destinés à être formés au cours de stages soit aux Nouvelles-Hébrides, soit à l'étranger. A ces fins, elle peut organiser des concours.

2) Elle connaît également de la discipline des divers agents publics.

3) Echappent à la compétence de la Commission: les membres du service judiciaire, de l'armée, de la police et des services de l'enseignement.

4) La Commission de la Fonction Publique ne peut être soumise, dans l'exercice de ses fonctions, à l'autorité ou au contrôle de tout autre personne ou organisme.

CHAPITRE II DU MEDIATEUR

ARTICLE 59

1) Le Médiateur des Nouvelles-Hébrides est nommé, pour cinq ans, par le Président de la République, après consultation du Premier Ministre, du Président du Parlement, des présidents des groupes politiques constitués au sein du Parlement, du Président du Conseil National des Chefs, des Présidents des Conseils Régionaux, des Présidents des Commissions de la Fonction Publique et de la Magistrature.

2) La charge de Médiateur est incompatible avec l'appartenance au Parlement, au Conseil National des Chefs ou à un Conseil Régional, avec l'exercice de toute autre fonction publique ou d'une responsabilité au sein d'un parti politique.

3) Cesse d'être médiateur, la personne qui, en raison de circonstances postérieures à sa nomination, ne réunit plus les conditions requises pour sa nomination à ce poste.

ARTICLE 60

1) Le Médiateur peut enquêter sur tout agissement de tout fonctionnaire ou autorité publique:

- a) sur plainte d'un administré ou, s'il en est incapable pour une raison quelconque, de ses représentants ou des membres de sa famille, qui assure avoir été victime d'une injustice à l'occasion de l'agissement incriminé;
- b) à l'invitation d'un Ministre, d'un membre du Parlement, du Conseil National des Chefs ou d'un Conseil Régional;
- c) de sa propre initiative.

2) Le présent article s'applique à tout fonctionnaire ou autorité publique et à tout département ministériel à l'exception du Président de la République, de la Commission de la Magistrature, de la Cour Suprême et des différentes juridictions.

3) Le Médiateur peut demander à tout ministre, fonctionnaire, membre d'une quelconque administration, à toute autorité concernée, ainsi qu'à toute personne susceptible de l'éclairer, de lui fournir les informations et documents nécessaires au développement de son enquête.

4) Le Médiateur doit offrir aux fonctionnaires et autorités publiques directement concernés la possibilité de répondre aux allégations portées sur leurs agissements.

5) L'enquête du Médiateur est menée en privé.

ARTICLE 61

1) Dans l'hypothèse où, après enquête, le Médiateur estime que la requête n'est pas justifiée, il en informe le requérant, le Premier Ministre et le responsable du service public directement concerné.

2) Dans tous les autres cas où, après enquête, il constate que l'agissement incriminé était contraire à la loi, fondé sur une erreur de droit ou de fait, retardé de manière injustifiée, injuste ou manifestement déraisonnable et que, en conséquence, la décision prise doit être annulée ou réformée ou la pratique suivie révisée, le Médiateur adresse ses conclusions au Premier Ministre d'une part, au responsable du service public directement concerné d'autre part.

3) Le rapport du Médiateur est rendu public, sauf dans le cas où le Médiateur le déclare confidentiel, en totalité ou en partie, et limite sa communication au Premier Ministre et à l'autorité responsable du service public concerné pour des raisons de sécurité ou d'intérêt public. Dans tous les cas les conclusions du Médiateur doivent être portées à la connaissance du requérant.

4) Le Premier Ministre ou la personne responsable du service concerné doit prendre une décision au sujet des conclusions du Médiateur dans un délai raisonnable et sa décision motivée doit être communiquée au requérant, sur le champ. Le délai accordé pour intenter une action en justice commence à partir de la date à laquelle le requérant a eu communication officielle de la décision.

5) Le Médiateur présente chaque année un rapport général d'activité et peut faire tous rapports complémentaires qu'il juge nécessaires sur la manière dont il a accompli sa mission et sur les suites données à ses conclusions et avis. Il peut attirer l'attention du Parlement sur les déficiences qui lui sont apparues dans l'activité administrative.

ARTICLE 62

1) Tout citoyen des Nouvelles-Hébrides peut obtenir, dans celle des langues officielles qu'il pratique, les services qu'il est en droit d'attendre de l'administration de la République.

2) Dans le cas contraire, le citoyen peut adresser une plainte au Médiateur, qui enquêtera conformément aux dispositions des articles 60 et 61.

3) Chaque année, le Médiateur présente au Parlement un rapport spécial sur le respect du pluralisme linguistique et sur les mesures susceptibles d'assurer ce respect.

ARTICLE 63

Le Médiateur ne peut être soumis, dans l'exercice de ses fonctions, à l'autorité ou au contrôle de tout autre personne ou organisme.

TITRE X

DU CODE DE CONDUITE DES HAUTES AUTORITES

ARTICLE 64

1) Toute personne définie comme Haute Autorité aux termes de l'Article 65 de ce Titre est tenue de se conduire, à la fois dans sa vie publique et dans sa vie privée, de telle manière que :

- a) elle ne se place pas dans une position dans laquelle elle a ou pourrait avoir un conflit d'intérêts, ou dans laquelle l'exercice convenable de ses devoirs publics ou officiels pourraient être compromis,
- b) elle ne déconsidère pas sa fonction ou son rang,
- c) son intégrité ne puisse être mise en doute, ou
- d) le respect et la confiance dans l'intégrité du Gouvernement des Nouvelles-Hébrides ne soient pas menacés ou diminués.

2) En particulier, une haute autorité ne doit pas utiliser sa fonction pour obtenir un gain personnel; en outre elle ne doit participer à aucune transaction, ni s'engager dans aucune entreprise ou activité qui pourrait laisser planer un doute dans l'esprit du public sur le point de savoir si elle assume ou a assumé les obligations définies au paragraphe 1.

ARTICLE 65

Les Hautes Autorités définies dans le présent Titre comprennent: le Président de la République, le Premier Ministre et les autres Ministres, les

membres du Parlement et, dans les conditions fixées par la loi, les fonctionnaires et les autres agents du Gouvernement ou des organismes publics.

ARTICLE 66

Le Parlement détermine les conditions d'application des principes généraux ci-dessus énumérés.

TITRE XI

DES POUVOIRS EXCEPTIONNELS

ARTICLE 67

Le Conseil des Ministres peut édicter des règlements adaptés à l'état d'urgence:

- lorsque la République est en guerre, ou
- lorsque le Président de la République, agissant sur instructions du Conseil des Ministres, déclare l'état d'urgence en raison d'une calamité naturelle ou en vue de restaurer l'ordre public ou d'empêcher sa dégradation.

ARTICLE 68

1) Toute déclaration faite au terme de l'Article 67 ci-dessus, par le Président de la République et lors d'une session du Parlement, produit tous ses effets pendant une semaine, sauf si elle est approuvée par un acte du Parlement pris à la majorité des deux-tiers de ses membres.

2) Hors des sessions, la déclaration du Président de la République produit tous ses effets durant deux semaines.

3) Toute déclaration d'état d'urgence approuvée par un acte pris en conformité avec les dispositions du paragraphe 1 produit tous ses effets durant la période fixée par cet acte. Toutefois, la période ainsi fixée ne peut excéder trois mois, sauf renouvellement.

4) Le Parlement peut se réunir à tout moment durant cette période.

5) Le Parlement ne peut être dissout durant cette période en application des dispositions de l'Article 26, paragraphes 2 et 3. Si le mandat du Parlement expire durant cette période, dans les conditions prévues au paragraphe 1 de l'Article 26, les membres qui constituaient ce Parlement peuvent se réunir dans le seul but d'examiner l'état d'urgence, jusqu'à la première réunion du nouveau Parlement.

6) A tout moment, le Parlement peut mettre un terme à l'état d'urgence par un vote exprimé à la majorité absolue de ses membres.

ARTICLE 69

1) Sous réserve des dispositions du paragraphe 2, les règlements pris par le Conseil des Ministres en application de l'Article 67 peuvent intervenir

nonobstant les dispositions du Titre II, chapitre 1, étant précisé que ces règlements ne peuvent :

- a) apporter de restrictions au droit à la vie, prescrire des traitements inhumains ou des travaux forcés,
- b) disposer en matière de garde à vue des personnes pour une durée supérieure à un mois sauf si ces personnes sont des étrangers hostiles.

2) Les règlements pris par le Conseil des Ministres en application de l'Article 67 doivent être adaptés aux circonstances auxquelles ils se rapportent et rester conformes aux principes démocratiques.

ARTICLE 70

Tout citoyen qui s'estime lésé par l'application des règlements du Conseil des Ministres pris en application de l'Article 67 peut déposer un recours devant la Cour Suprême qui reçoit compétence pour juger de la validité de tout ou partie de ces règlements.

TITRE XII

DE LA TERRE

ARTICLE 71

Toutes les terres situées dans le Territoire de la République appartiennent aux propriétaires coutumiers indigènes et à leur descendance.

ARTICLE 72

Dans la République les règles coutumières constituent le fondement des droits de propriété et d'usage des terres.

ARTICLE 73

Seuls les citoyens indigènes de la République ayant acquis leurs propriétés selon un système reconnu de tenure foncière détiennent des droits de propriété perpétuelle sur ces propriétés.

ARTICLE 74

Une loi foncière nationale votée par le Parlement, après consultation du Conseil National des Chefs, met en œuvre les prescriptions des articles 71, 72 et 73 ci-dessus. Cette loi peut prévoir des dispositions différentes en faveur des différentes catégories de terres, l'une d'entre elles étant constituée par la propriété urbaine.

ARTICLE 75

Le Parlement détermine les critères d'évaluation des dédommagements et le mode de paiement qu'il estime appropriés à l'égard des personnes atteintes dans leurs intérêts par les dispositions légales prises en application de ce Titre.

ARTICLE 76

1) Lorsque, en application des dispositions du présent Titre, il existe un conflit relatif à la propriété d'une terre transférée, le Gouvernement se constitue gardien de cette terre jusqu'à ce que le conflit soit résolu.

2) Le Gouvernement prend toutes dispositions pour que les instances ou les procédures coutumières compétentes concourent à la solution des conflits nés de la propriété d'une terre coutumière.

ARTICLE 77

1) Nonobstant les dispositions des Articles 71, 72 et 73, les transactions immobilières entre les citoyens indigènes d'une part et les autres citoyens non-indigènes ou les non-citoyens d'autre part, doivent être soumises à l'autorisation préalable du Gouvernement.

2) L'autorisation requise aux termes du paragraphe 1 ne peut être délivrée dans l'hypothèse ou la transaction pour laquelle cette autorisation est demandée est préjudiciable aux intérêts :

- a) du propriétaire coutumier ou de la communauté propriétaire,
- b) du citoyen indigène qui n'est pas le propriétaire coutumier,
- c) de la collectivité locale dont dépend la propriété, objet de l'achat, ou
- d) de la République.

ARTICLE 78

Nonobstant les dispositions des Articles 71 et 72, le Gouvernement peut devenir propriétaire foncier en procédant à des acquisitions pour cause d'utilité publique.

ARTICLE 79

1) Nonobstant les dispositions des Articles 71 et 72, le Gouvernement peut acheter des terres aux propriétaires coutumiers dans le but d'en transférer la propriété aux citoyens indigènes originaires d'îles surpeuplées.

2) Pour la redistribution des terres effectuée en application du paragraphe 1, le Gouvernement tient compte des facteurs ethniques, linguistiques, coutumiers et géographiques.

TITRE XIII

DE LA DECENTRALISATION

ARTICLE 80

La République des Nouvelles-Hébrides, consciente de l'importance que représente la décentralisation pour permettre au peuple de participer pleinement au Gouvernement des régions, met en œuvre la législation nécessaire à la réalisation de cet idéal.

ARTICLE 81

1) Chaque région élit un Conseil Régional selon les modalités arrêtées par la loi. La loi prévoit notamment la représentation, au sein de ce conseil, des chefs coutumiers.

2) Dès son élection, le Conseil Régional engage des conversations avec le Gouvernement pour élaborer le projet de loi portant sur les attributions de la région et sur son fonctionnement.

3) Le projet de loi, mentionné au paragraphe 2, est soumis au Parlement qui l'adopte à la majorité des deux tiers de ses membres.

TITRE XIV

DE LA REVISION DE LA CONSTITUTION

ARTICLE 82

L'initiative de la révision de la Constitution appartient concurremment au Premier Ministre et aux membres du Parlement.

ARTICLE 83

La proposition de révision doit être adoptée par le Parlement à la majorité des deux tiers de ses membres au cours d'une séance spécialement tenue à cet effet et qui doit réunir au moins les trois quarts de ses membres. Dans l'hypothèse où ce quorum ne serait pas atteint au cours de cette première séance, le Parlement peut se réunir une semaine plus tard et prendre valablement sa décision si les deux tiers de ses membres sont présents.

ARTICLE 84

Une proposition de révision votée par le Parlement conformément à l'Article 83 ci-dessus, et comportant une modification du statut du bichelamar, de l'anglais ou du français, du système électoral, des compétences et de l'organisation des conseils régionaux, du système parlementaire, ne devient définitive qu'après avoir été approuvée par voie de référendum.

TITRE XV

DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES

ARTICLE 85

Par dérogation aux dispositions du Titre VI le premier Président de la République:

- a) est élu, avant le jour de l'indépendance, par un collège électoral composé, à cette occasion, de l'Assemblée Représentative et qui comprend également les Présidents des Conseils Régionaux qui sont déjà désignés au jour du scrutin,

- b) prend ses fonctions le jour de l'indépendance et les assume conformément aux clauses de la Constitution.

ARTICLE 86

Le Premier Ministre ou tout autre Ministre en exercice au jour de l'indépendance, continue, à compter de ce jour, à exercer ces fonctions en qualité de Premier Ministre ou de Ministre, selon le cas, comme s'il avait été élu ou nommé à ce poste conformément aux dispositions du Titre VII.

ARTICLE 87

1) Les membres de l'Assemblée Représentative élus antérieurement au jour de l'indépendance, deviennent membres du Parlement à compter dudit jour et siègent conformément aux dispositions de la Constitution.

2) Le Président de l'Assemblée Représentative en exercice au jour de l'indépendance, exerce, à compter de ce jour, le mandat de Président du Parlement jusqu'à l'élection d'un nouveau Président.

3) Le règlement intérieur de l'Assemblée Représentative en vigueur jusqu'au jour de l'indépendance, reste en vigueur à compter de ce jour en tant que règlement intérieur du Parlement jusqu'à ce qu'il soit modifié ou remplacé en application de l'Article 19, paragraphe 5. Toutefois, il est interprété en fonction des adaptations qui se révèlent nécessaires à sa compatibilité avec la Constitution.

4) Le Parlement est, sauf en cas de dissolution anticipée, renouvelé le 14 novembre 1983.

ARTICLE 88

1) Sous réserve des autres dispositions de la Constitution, tout agent occupant un poste ou assurant un intérim dans les services du Gouvernement des Nouvelles-Hébrides préalablement à l'indépendance, continue, à compter de ce jour et en vertu ou en application de la Constitution, à assumer ces fonctions, ou toute fonction correspondante, aux mêmes conditions et modalités que celles qui étaient les siennes jusqu'au jour de l'indépendance.

2) Les dispositions du paragraphe 1 ne portent pas préjudice aux pouvoirs du Parlement de réglementer en vue de remplacer les agents publics qui ne sont pas citoyens des Nouvelles-Hébrides afin de permettre l'accession des citoyens aux emplois publics.

3) Par dérogation aux dispositions de l'Article 55, paragraphe 2, des non-citoyens peuvent occuper des emplois publics jusqu'à ce que ceux-ci puissent être occupés par des citoyens des Nouvelles-Hébrides qualifiés. Sauf pour les juges de la Cour Suprême, ces nominations sont effectuées pour une durée limitée.

ARTICLE 89

Nonobstant les dispositions du Titre VIII, les juges en fonction à la Cour Suprême ou auprès d'un tribunal de District au jour de l'indépendance assumeront, à dater de ce jour, les fonctions de juge à la Cour Suprême jusqu'à ce que ces postes soient pourvus de façon permanente conformément au Titre VIII. Le Président de la République peut nommer l'un d'entr'eux pour assumer les fonctions de Président de la Cour Suprême jusqu'à ce que ce poste soit pourvu de façon permanente.

ARTICLE 90

1) Tous les droits, engagements ou obligations contractuels ou autres du Gouvernement des Nouvelles-Hébrides, deviennement à compter du jour de l'indépendance les droits, engagements et obligations de la République.

2) Les dispositions du paragraphe 1 ne font pas obstacle aux pouvoirs du Gouvernement de négocier des modifications des droits, engagements et obligations découlant dudit paragraphe.

ARTICLE 91

Après les élections générales faisant suite à l'Echange de Lettres relatif à l'entrée en vigueur du présent article, l'Assemblée Représentative constitue un comité, où tous les groupes politiques seront également représentés, chargé de formuler des recommandations sur un système électoral fondé sur les dispositions de l'Article 17, paragraphe 1. Ces recommandations figureront dans le texte d'une loi promulguée par le Parlement à une majorité des deux tiers de la totalité de ses membres, lors d'une séance extraordinaire réunissant au moins les trois quarts de ses membres. Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première séance, le Parlement peut siéger et prendre une décision à la même majorité, une semaine plus tard, même si seuls les deux tiers des membres sont présents.

ARTICLE 92

Toutes les actions en justice, qu'elles soient civiles ou pénales, en cours devant les Tribunaux des Nouvelles-Hébrides juste avant le jour de l'indépendance sont jugées, à dater dudit jour, conformément aux instructions générales ou particulières de la Cour Suprême mises en conformité avec toute loi susceptible d'être promulguée à cet effet.

ARTICLE 93

1) Sauf décision contraire du Parlement, tous les Règlements Conjointes et les textes pris pour leur application en vigueur jusqu'au jour de l'indépendance restent applicables à compter de ce jour comme s'ils avaient été pris en application de la Constitution, ils seront interprétés en tenant compte des adaptations nécessaires pour les rendre compatibles avec la Constitution.

2) Sauf décision contraire du Parlement, les lois françaises et britanniques en vigueur aux Nouvelles-Hébrides au jour de l'indépendance continuent à s'appliquer à compter de ce jour tant qu'elles n'auront pas été expressément

abrogées et dans la mesure où elles ne sont pas incompatibles avec le statut d'indépendance des Nouvelles-Hébrides et avec la coutume.

3) Les règles coutumières continuent de produire tous leurs effets au sein du système juridique de la République.

ARTICLE 94

1) Un Conseil Régional est élu dans les circonscriptions électorales de Santo et de Tanna le même jour que l'Assemblée Représentative, élue à la suite de l'Echange de Lettres faisant entrer cet article en vigueur.

2) Les modalités de cette élection sont arrêtées par Echange de Lettres entre les Gouvernements britannique et français, notamment en ce qui concerne la représentation des chefs coutumiers au sein de ces Conseils Régionaux.

3) Dès leur élection, les Conseils Régionaux de Santo et de Tanna engageront des conversations avec le Gouvernement pour élaborer un projet de loi portant sur leurs attributions et leurs conditions de fonctionnement. Ce projet de loi doit être voté par l'Assemblée Représentative avant la date de l'indépendance.

4) Le Conseil des Ministres peut décider, jusqu'à l'indépendance, de la mise en place d'autres Conseils Régionaux dans d'autres circonscriptions électorales, selon les modalités arrêtées par Echange de Lettres entre les Gouvernements français et britannique.

ANNEXE I

ELECTION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

ARTICLE 1

L'élection du Président de la République doit avoir lieu dans les trois semaines qui suivent la fin du mandat de son prédécesseur.

ARTICLE 2

1) Le collège électoral peut procéder à l'élection du Président de la République dès sa première réunion si les trois-quarts au moins des membres le composant sont présents.

2) Si ce quorum n'est pas atteint, le collège électoral se réunit à nouveau après 48 heures et peut valablement procéder à l'élection du Président de la République si les deux-tiers de tous ses membres au moins sont présents.

ARTICLE 3

Est élu Président de la République le candidat qui recueille les votes d'au moins les deux-tiers de tous les membres du collège électoral.

ANNEXE II

ELECTION DU PREMIER MINISTRE

ARTICLE 1

Est élu Premier Ministre le candidat ayant obtenu la majorité absolue des voix du Parlement.

ARTICLE 2

Si aucun candidat n'est élu aux termes de la procédure de l'article précédent, un second scrutin a lieu; le candidat ayant obtenu le plus petit nombre de voix au premier tour est éliminé.

ARTICLE 3

Dans l'hypothèse où, au second tour de scrutin, aucun candidat n'est élu aux termes des dispositions de l'Article 1 ci-dessus, des scrutins successifs ont lieu après élimination du candidat ayant obtenu le plus petit nombre de voix dans le scrutin précédent, jusqu'à ce qu'un candidat soit élu conformément aux dispositions de l'Article 1. Toutefois, lorsque le nombre de candidats se limite à deux, est déclaré élu celui qui obtient la majorité simple des voix.

[Translation as in No. 2]

No. 2

*Her Majesty's Ambassador at Paris to the Minister for Foreign Affairs
of the French Republic*

*British Embassy,
Paris.*

Your Excellency,

23 October 1979.

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's letter of today which reads as follows:

“ Your Excellency,

I have the honour to refer to the Constitutional Conference held in the New Hebrides on 18 and 19 September 1979 attended by representatives of our two Governments, the New Hebrides Government and other representatives of the people of the New Hebrides, at which it was decided that the New Hebrides should become a sovereign and independent State in 1980 under the Constitution set out in the Annex to this Note. It is the understanding of my Government that in order to give effect to this decision, subject to the enactment of the necessary legislation, an Agreement has been reached between our two Governments in the following terms:

- (a) With effect from a date in 1980 to be determined (hereinafter referred to as “ Independence Day ”) the New Hebrides shall be a sovereign and independent State.
- (b) The Constitution set out in the Annex to this Note shall be the Constitution of the sovereign and independent State of the New Hebrides, which shall come into effect on Independence Day except that Articles 85, 91 and 94 shall come into effect forthwith.
- (c) With effect from Independence Day, the Protocol respecting the New Hebrides signed at London on 6 August 1914⁽¹⁾, together with all other agreements between the Governments of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Republic of France modifying or supplementing that Protocol, shall terminate.

If the foregoing also represents the understanding of the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland as to the terms of the Agreement that our two Governments have reached, I have the honour to propose that this Note and your reply to that effect shall constitute an Agreement between our two Governments which shall enter into force on the date of your reply.”

In reply I have the honour to inform you that the foregoing proposals are acceptable to the Government of the United Kingdom of Great Britain and

(1) Treaty Series No. 7 (1922), Cmd. 1681.

Northern Ireland which approves the suggestion of Your Excellency that your Note and the present reply constitute an agreement between the two Governments which shall enter into force this day.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

REGINALD HIBBERT

CONSTITUTION OF THE REPUBLIC OF THE NEW HEBRIDES

Preamble

We the people of the New Hebrides,
Proud of our struggle for freedom,
Determined to safeguard the achievements of this struggle,
Cherishing our ethnic, linguistic and cultural diversity,
Mindful at the same time of our common destiny,

Hereby proclaim the establishment of the united and free Republic of the New Hebrides founded on traditional Melanesian values, faith in God, and Christian principles,

And for this purpose give ourselves this Constitution.

CHAPTER 1

THE STATE AND SOVEREIGNTY

Republic of the New Hebrides

1. The Republic of the New Hebrides is a sovereign democratic state.

Constitution Supreme Law

2. The Constitution is the supreme law of the New Hebrides.

National and official languages

3. (1) The national language of the Republic is Bislama. The official languages are Bislama, English and French. The principal languages of education are English and French.
(2) The Republic shall protect the different local languages which are part of the national heritage, and may declare one of them as a national language.

National sovereignty, the electoral franchise and political parties

4. (1) National sovereignty belongs to the New Hebridean people which they exercise through their elected representatives.
(2) The franchise is universal, equal and secret. Subject to such conditions or restrictions as may be prescribed by Parliament, every citizen of the New Hebrides who is at least 18 years of age shall be entitled to vote.
(3) Political parties may be formed freely and may contest elections. They shall respect the Constitution and the principles of democracy.

CHAPTER 2

FUNDAMENTAL RIGHTS AND DUTIES

PART 1—FUNDAMENTAL RIGHTS

Fundamental rights and freedoms of the individual

5. (1) The Republic of the New Hebrides recognises that, subject to any restrictions imposed by law on non-citizens, all persons are entitled to the following fundamental rights and freedoms of the individual without discrimination on the grounds of race, place of origin, religious or traditional beliefs, political opinions, language or sex but subject to respect for the rights and freedoms of others and to the legitimate public interest in defence, safety, public order, welfare and health:

(a) life;

(b) liberty;

(c) security of the person;

(d) protection of the law;

(e) freedom from inhuman treatment and forced labour;

(f) freedom of conscience and worship;

(g) freedom of expression;

(h) freedom of assembly and association;

(i) freedom of movement;

(j) protection for the privacy of the home and other property and from unjust deprivation of property;

(k) equal treatment under the law or administrative action, except that no law shall be inconsistent with this sub-paragraph insofar as it makes provision for the special benefit, welfare, protection or advancement of females, children and young persons, members of under-privileged groups or inhabitants of less-developed areas.

(2) Protection of the law shall include the following:

(a) everyone charged with an offence shall have a fair hearing, within a reasonable time, by an independent and impartial court and be afforded a lawyer if it is a serious offence;

(b) everyone is presumed innocent until a court establishes his guilt according to law;

(c) everyone charged shall be informed promptly in a language he understands of the offence with which he is being charged;

(d) if an accused does not understand the language to be used in the proceedings he shall be provided with an interpreter throughout the proceedings;

- (e) a person shall not be tried in his absence without his consent unless he makes it impossible for the court to proceed in his presence;
- (f) no-one shall be convicted in respect of an act or omission which did not constitute an offence known to written or custom law at the time it was committed;
- (g) no-one shall be punished with a greater penalty than that which exists at the time of the commission of the offence;
- (h) no person who has been pardoned, or tried and convicted or acquitted, shall be tried again for the same offence or any other offence of which he could have been convicted at his trial.

Enforcement of fundamental rights

- 6. (1) Anyone who considers that any of the rights guaranteed to him by the Constitution has been, is being or is likely to be infringed may, independently of any other possible legal remedy, apply to the Supreme Court to enforce that right.
- (2) The Supreme Court may make such orders, issue such writs and give such directions, including the payment of compensation, as it considers appropriate to enforce the right.

PART 2—FUNDAMENTAL DUTIES

Fundamental duties

7. Every person has the following fundamental duties to himself and his descendants and to others:

- (a) to respect and to act in the spirit of the Constitution;
- (b) to recognise that he can fully develop his abilities and advance his true interests only by active participation in the development of the national community;
- (c) to exercise the rights guaranteed or conferred by the Constitution and to use the opportunities made available to him under it to participate fully in the government of the Republic;
- (d) to protect the New Hebrides and to safeguard the national wealth, resources and environment in the interests of the present generation and of future generations;
- (e) to work according to his talents in socially useful employment and, if necessary, to create for himself legitimate opportunities for such employment;
- (f) to respect the rights and freedoms of others and to co-operate fully with others in the interests of interdependence and solidarity;
- (g) to contribute, as required by law, according to his means, to the revenues required for the advancement of the Republic and the attainment of national objectives;

- (h) in the case of a parent, to support, assist and educate all his children, legitimate and illegitimate, and in particular to give them a true understanding of their fundamental rights and duties and of the national objectives and of the culture and customs of the people of the New Hebrides;
- (i) in the case of a child, to respect his parents.

Fundamental duties non-justiciable but public authorities to encourage compliance

8. Except as provided by law, the fundamental duties are non-justiciable. Nevertheless it is the duty of all public authorities to encourage compliance with them so far as lies within their respective powers.

CHAPTER 3

CITIZENSHIP

Automatic citizens

9. On the day of Independence the following persons shall automatically become citizens of the New Hebrides:

- (a) a person who has or had 4 grandparents who belong to a tribe or community indigenous to the New Hebrides; and
- (b) a person of New Hebridean ancestry who has no citizenship, nationality or the status of an optant.

Entitlement to citizenship

10. Every person who on the day of Independence is a person of New Hebridean ancestry and has the nationality or citizenship of a foreign state or the status of an optant shall become a citizen of the New Hebrides if he makes an application, or an application is made on his behalf by his parent or lawful guardian, within 3 months of the day of Independence or such longer period as Parliament may prescribe. The New Hebrides citizenship of such a person shall automatically lapse if he has not renounced his other citizenship or nationality within 3 months of the granting of New Hebridean citizenship or such longer period as Parliament may prescribe, except that in the case of a person under the age of 18 years the period of renunciation shall be 3 months after he has reached the age of 18 years.

Persons born after day of Independence

11. Anyone born after the day of Independence, whether in the New Hebrides or abroad, shall become a citizen of the New Hebrides if at least one of his parents is a citizen of the New Hebrides.

Naturalisation

12. A national of a foreign state or a stateless person may apply to be naturalised as a citizen of the New Hebrides if he has lived continuously in the New Hebrides for at least 10 years immediately before the date of the application.

Parliament may prescribe further conditions of the eligibility to apply for naturalisation and shall provide for the machinery to review and decide on applications for naturalisation.

Avoidance of dual nationality

13. The Republic of the New Hebrides does not recognise dual nationality. Any citizen of the New Hebrides who is or becomes a citizen of another state shall cease to be a citizen of the New Hebrides unless he renounces that other citizenship within 3 months of acquiring New Hebridean citizenship or that other citizenship, as the case may be, or such longer period as Parliament may prescribe, except that in the case of a person under the age of 18 years the period of renunciation shall be 3 months after he has reached the age of 18 years.

Further provision for citizenship

14. Parliament may make provision for the acquisition of citizenship of the New Hebrides by persons not covered in the preceding Articles of this Chapter and may make provision for the deprivation and renunciation of citizenship of the New Hebrides.

CHAPTER 4

PARLIAMENT

Parliament

15. The Legislature shall consist of a single chamber which shall be known as Parliament.

Power to make laws

16. (1) Parliament may make laws for the peace, order and good government of the New Hebrides.
- (2) Parliament shall make laws by passing bills introduced either by one or more members or by the Prime Minister or a Minister.
- (3) When a bill has been passed by Parliament it shall be presented to the President of the Republic who shall assent to it within 2 weeks.
- (4) If the President considers that the bill is inconsistent with a provision of the Constitution, he shall refer it to the Supreme Court for its opinion. The bill shall not be promulgated if the Supreme Court considers it inconsistent with a provision of the Constitution.

Election of members of Parliament

17. (1) Parliament shall consist of members elected on the basis of universal franchise through an electoral system which includes an element of proportional representation so as to ensure fair representation of different political groups and opinions.

- (2) Subject to such conditions or restrictions as may be prescribed by Parliament, every citizen of the New Hebrides who is at least 25 years of age shall be eligible to stand for election to Parliament.

Electoral Commission

18. (1) The general responsibility for the registration of voters and the conduct of elections to Parliament, the National Council of Chiefs and the Regional Councils shall vest in an Electoral Commission.
- (2) A proposal for any law concerning the registration of voters or the election of members shall be referred to the Electoral Commission for advice before Parliament decides on it.
- (3) The Electoral Commission shall consist of the Speaker of Parliament, as Chairman, and two members appointed by the President of the Republic on the advice of the Judicial Service Commission from among persons who are not members of or candidates for election to Parliament, the National Council of Chiefs or Regional Councils.
- (4) A person shall cease to be a member of the Electoral Commission if circumstances arise that, if he were not a member, would disqualify him for appointment as such.
- (5) The Electoral Commission shall not be subject to the direction or control of any other person or body in the exercise of its functions.

Procedure of Parliament

19. (1) Parliament shall meet twice a year in ordinary session.
- (2) Parliament may meet in extraordinary session at the request of the majority of its members, the Speaker or the Prime Minister.
- (3) Unless otherwise provided in the Constitution, Parliament shall make its decisions by public vote by a simple majority of the members voting.
- (4) Unless otherwise provided in the Constitution, the quorum shall be two-thirds of the members of Parliament. If there is no such quorum at the first sitting in any session Parliament shall meet three days later, and a simple majority of members shall then constitute a quorum.
- (5) Parliament shall make its own rules of procedure.

Speaker and Deputy Speakers

20. (1) At its first sitting after any general election Parliament shall elect a Speaker and one or more Deputy Speakers.
- (2) The Speaker shall preside at sittings of Parliament and shall be responsible for maintaining order.
- (3) The functions of Speaker may be exercised by a Deputy Speaker.

Committees

21. Parliament may establish committees and appoint members to them.

Proceedings to be public

22. Unless otherwise provided proceedings of Parliament shall be held in public.

Public Finance

23. (1) Every year the Government shall present a bill for a budget to Parliament for its approval.
- (2) No taxation shall be imposed or altered and no expenditure of public funds shall be incurred except by or under a law passed by Parliament.
- (3) No motion for the levying or increase of taxation or for the expenditure of public funds shall be introduced unless it is supported by the Government.
- (4) Parliament shall provide for the office of Auditor-General, who shall be appointed by the Public Service Commission on its own initiative.
- (5) The function of the Auditor-General shall be to audit and report to Parliament and the Government on the public accounts of the New Hebrides.
- (6) The Auditor-General shall not be subject to the direction or control of any other person or body in the exercise of his functions.

Ratification of treaties

24. Treaties negotiated by the Government shall be presented to Parliament for ratification when they:

- (a) concern international organisations, peace or trade;
- (b) commit the expenditure of public funds;
- (c) affect the status of people;
- (d) require amendment of the laws of the New Hebrides; or
- (e) provide for the transfer, exchange or annexing of territory.

Privileges of members

25. (1) No member of Parliament may be arrested, detained, prosecuted or proceeded against in respect of opinions given or votes cast by him in Parliament in the exercise of his office.
- (2) No member may, during a session of Parliament or of one of its Committees, be arrested or prosecuted for any offence, except with the authorisation of Parliament in exceptional circumstances.

Life of Parliament

26. (1) Parliament, unless sooner dissolved under paragraph (2) or (3), shall continue for 4 years from the date of its election.

- (2) Parliament may at any time decide, by resolution supported by the votes of an absolute majority of the members at a special sitting when at least three-fourths of the members are present, to dissolve Parliament. At least one week's notice of such a motion shall be given to the Speaker before the debate and the vote on it.
- (3) The President of the Republic may, on the advice of the Council of Ministers, dissolve Parliament.
- (4) General elections shall be held not earlier than 30 days and not later than 60 days after any dissolution.
- (5) There shall be no dissolution of Parliament within 12 months of the general elections following a dissolution under paragraph (2) or (3).

CHAPTER 5

NATIONAL COUNCIL OF CHIEFS

National Council of Chiefs

27. (1) The National Council of Chiefs shall be composed of custom chiefs elected by their peers sitting in District Councils of Chiefs.
- (2) The Council shall make its own rules of procedure.
- (3) The Council shall hold at least one meeting a year. Further meetings may be held at the request of the Council, Parliament, or the Government.
- (4) During the first sitting following its election the Council shall elect its President.

Functions of Council

28. (1) The National Council of Chiefs has a general competence to discuss all matters relating to custom and tradition and may make recommendations to Parliament or the Government for the preservation and promotion of New Hebridean culture and languages.
- (2) The Council may be consulted on any question, particularly any question relating to tradition and custom, in connection with any bill before Parliament.

Organisation of Council and role of Chiefs

29. Parliament shall by law provide for the organisation of the National Council of Chiefs and in particular for the role of chiefs at the village, island and district level.

Privileges of Members of Council

30. (1) No member of the National Council of Chiefs may be arrested, detained, prosecuted or proceeded against in respect of opinions given or votes cast by him in the Council in the exercise of his office.

- (2) No member may, during a session of the Council or of one of its committees, be arrested or prosecuted for any offence, except with the authorisation of the Council in exceptional circumstances.

CHAPTER 6

HEAD OF STATE

President of the Republic

31. The head of the Republic shall be known as the President and shall symbolise the unity of the nation.

Election of President

32. The President of the Republic shall be elected, in accordance with Schedule 1, by secret ballot by an electoral college consisting of Parliament and the Presidents of the Regional Councils.

Qualifications for election as President

33. Any indigenous New Hebridean citizen qualified to be elected to Parliament shall be eligible for election as President of the Republic.

Term of office and removal of President

34. (1) The term of office of the President of the Republic shall be 5 years.
- (2) The President of the Republic may be removed from office, only for gross misconduct or incapacity, by the electoral college provided for in Article 32 on a motion introduced by at least one-third of the members of the college and passed by at least two-thirds of its members when at least three-fourths of its members, including at least three-fourths of the Presidents of the Regional Councils, are present.
- (3) At least two weeks notice of the motion provided for in paragraph (2) shall be given to the Speaker.
- (4) If there is no quorum at the first sitting as provided in paragraph (2), the electoral college may meet and vote on the motion provided for in paragraph (2) a week later even if there is only a quorum of two-thirds of the members of the college.

Speaker to act as President

35. When there is a vacancy in the office of the President of the Republic or the President is overseas or incapacitated, the Speaker of Parliament shall perform the functions of the President. In the event of a vacancy in the office of the President of the Republic, elections to that office shall be held within 3 weeks of the vacancy arising.

Presidential powers of pardon, commutation and reduction of sentences

36. The President of the Republic may pardon, commute or reduce a sentence imposed on a person convicted of an offence. Parliament may provide for a committee to advise the President in the exercise of this function.

CHAPTER 7

THE EXECUTIVE

Executive Power

37. (1) The executive power of the people of the Republic is vested in the Prime Minister and Council of Ministers and shall be exercised as provided by the Constitution or a law.
- (2) The Prime Minister shall keep the President of the Republic fully informed concerning the general conduct of the government of the Republic.
- (3) The President of the Republic may refer to the Supreme Court any regulation which he considers to be inconsistent with the Constitution.

Council of Ministers

38. (1) There shall be a Council of Ministers which shall consist of the Prime Minister and other Ministers.
- (2) The number of Ministers, including the Prime Minister, shall not exceed a quarter of the number of members of Parliament.

Election of Prime Minister

39. The Prime Minister shall be elected by Parliament from among its members by secret ballot in accordance with the rules in Schedule 2.

Appointment and removal of other Ministers

40. (1) The Prime Minister shall appoint the other Ministers from among the members of Parliament and may designate one of them as Deputy Prime Minister.
- (2) The Prime Minister shall assign responsibilities for the conduct of government to the Ministers.
- (3) The Prime Minister may remove the Ministers from office.

Collective responsibility of Ministers and Votes of no confidence

41. (1) The Council of Ministers shall be collectively responsible to Parliament.
- (2) Parliament may pass a motion of no confidence in the Prime Minister. At least one week's notice of such a motion shall be given to the Speaker and the motion must be signed by one-sixth of the members

of Parliament. If it is supported by an absolute majority of the members of Parliament, the Prime Minister and other Ministers shall cease to hold office forthwith but shall continue to exercise their functions until a new Prime Minister is elected.

Termination of office of Ministers

42. The Council of Ministers shall cease to hold office whenever the Prime Minister resigns or dies but shall continue to exercise their functions until a new Prime Minister is elected. In the case of the death of the Prime Minister, the Deputy Prime Minister, or if there is no Deputy Prime Minister a Minister appointed by the President of the Republic, shall act as Prime Minister until a new Prime Minister is elected.

Other times when a Minister ceases to hold office

43. A Minister, including the Prime Minister, shall also cease to hold office:

- (a) when, after a general election, Parliament meets to elect a new Prime Minister;
- (b) if he ceases to be a member of Parliament for any reason other than a dissolution of Parliament; or
- (c) if he is elected as President of the Republic or as Speaker of Parliament.

Ministers to remain members of Parliament

44. Members of Parliament who are appointed Ministers shall retain their membership of Parliament.

CHAPTER 8

JUSTICE

The Judiciary

45. (1) The administration of justice is vested in the judiciary, who are subject only to the Constitution and the law. The function of the judiciary is to resolve proceedings according to law. If there is no rule of law applicable to a matter before it, a court shall determine the matter according to substantial justice and whenever possible in conformity with custom.
- (2) Except the Chief Justice and other judges of the Supreme Court, members of the judiciary shall be appointed by the President of the Republic on the advice of the Judicial Service Commission.
 - (3) All members of the judiciary shall hold office until they reach the age of retirement. They shall only be removed from office by the President of the Republic in the event of:
 - (a) conviction and sentence on a criminal charge; or
 - (b) a determination by the Judicial Service Commission of gross misconduct, incapacity or professional incompetence.

- (4) The promotion and transfer of members of the judiciary may only be made by the President of the Republic on the advice of the *Judicial Service Commission*.

The Judicial Service Commission

46. (1) The Judicial Service Commission shall consist of the Minister responsible for justice, as *Chairman*, the *Chief Justice*, the *President* of the Public Service Commission, a judge appointed for three years by the President of the Republic, and a representative of the National Council of Chiefs appointed by the Council.
- (2) The Judicial Service Commission shall not be subject to the direction or control of any other person or body in the exercise of its functions.

The Supreme Court, the Chief Justice and other judges

47. (1) The Supreme Court has unlimited jurisdiction to hear and determine any civil or criminal proceedings, and such other jurisdiction and powers as may be conferred on it by the Constitution or by law.
- (2) The Supreme Court shall consist of a *Chief Justice* and three other judges.
- (3) The *Chief Justice* shall be appointed by the President of the Republic after consultation with the *Prime Minister* and the leader of the opposition.
- (4) The other judges shall be appointed by the President of the Republic, one being nominated by the *Speaker of Parliament*, one being nominated by the *President* of the National Council of Chiefs, and one being nominated by the *Presidents* of the Regional Councils.
- (5) A person shall not be qualified for appointment as *Chief Justice* or other judge of the Supreme Court unless he is qualified to practise as a lawyer in the New Hebrides.

Appeals from Supreme Court to Court of Appeal

48. Parliament shall provide for appeals from the original jurisdiction of the Supreme Court and may provide for appeals from such appellate jurisdiction as it may have to a Court of Appeal which shall be constituted by two or more judges of the Supreme Court sitting together.

Ascertainment of Rules of Custom

49. Parliament may provide for the manner of the ascertainment of relevant rules of custom, and may in particular provide for persons knowledgeable in custom to sit with the judges of the Supreme Court or the Court of Appeal and take part in its proceedings.

Village and island courts

50. Parliament shall provide for the establishment of village or island courts with jurisdiction over customary and other matters and shall provide for the role of chiefs in such courts.

Application to Supreme Court regarding infringements of Constitution

51. (1) Anyone who considers that a provision of the Constitution has been infringed in relation to him may, without prejudice to any other legal remedy available to him, apply to the Supreme Court for redress.
- (2) The Supreme Court has jurisdiction to determine the matter and to make such order as it considers appropriate to enforce the provisions of the Constitution.
- (3) When a question concerning the interpretation of the Constitution arises before a subordinate court, and the court considers that the question concerns a fundamental point of law, the court shall submit the question to the Supreme Court for its determination.

Election disputes

52. The jurisdiction to hear and determine any question as to whether a person has been validly elected as a member of Parliament, the National Council of Chiefs, and a Regional Council or whether he has vacated his seat or has become disqualified to hold it shall vest in the Supreme Court.

Public Prosecutor

53. The function of prosecution shall vest in the Public Prosecutor, who shall be appointed by the President of the Republic on the advice of the Judicial Service Commission. He shall not be subject to the direction or control of any other person or body in the exercise of his functions.

Public Solicitor

54. Parliament shall provide for the office of the Public Solicitor, appointed by the President of the Republic on the advice of the Judicial Service Commission, whose function shall be to provide legal assistance to needy persons.

CHAPTER 9

ADMINISTRATION

PART 1—THE PUBLIC SERVICE

Public servants

55. (1) Public servants owe their allegiance to the Constitution and to the people of the New Hebrides.

- (2) Only citizens of the New Hebrides shall be appointed to public office. The Public Service Commission shall determine other qualifications for appointment to the Public Service.
- (3) No appointment shall be made to a post that has not been created in accordance with a law.
- (4) The Prime Minister or the President of a Regional Council may, exceptionally, make provision for the recruitment of staff for a specified period to meet unforeseen needs.
In urgent cases, the Public Service Commission may, after consulting the Ministers responsible for finance and public administration, make such a decision instead of the Prime Minister.
- (5) For as long as their posts exist, public servants shall not be removed from their posts except in accordance with the Constitution.
- (6) Public servants shall be given increments in their salary in accordance with the law.
- (7) Public servants shall leave the Public Service upon reaching retirement age or upon being dismissed by the Public Service Commission. They shall not be demoted without consultation with the Public Service Commission.
- (8) The security of tenure of public servants provided for in paragraph (5) shall not prevent such compulsory early retirement as may be decided by law in order to ensure the renewal of holders of public offices.

Exclusion of security of tenure in relation to political advisers and transfer of public servants

56. (1) The rule of security of tenure provided for in Article 55 (5) shall not apply to the personal political advisers of the Prime Minister and Ministers.
- (2) Senior public servants in Ministries may be transferred by the Prime Minister to other posts of equivalent rank.

Membership of Public Service Commission

57. (1) The Public Service Commission shall be composed of five members appointed for three years by the President of the Republic after consultation with the Prime Minister.
- (2) The President of the Republic shall appoint every year, from among the members of the Commission, a Chairman who shall be responsible for organising its proceedings.
- (3) A person shall be disqualified for appointment as a member of the Commission if he is a member of Parliament, the National Council of Chiefs or a Regional Council or if he exercises a position of responsibility within a political party.
- (4) A person shall cease to be a member of the Commission if circumstances arise that, if he were not a member, would disqualify him for appointment as such.

Functions of Public Service Commission

58. (1) The Public Service Commission shall be responsible for the appointment and promotion of public servants, and the selection of those to undergo training courses in the New Hebrides or overseas. For such purposes it may organise competitive examinations.
- (2) The Commission shall also be responsible for the discipline of public servants.
- (3) The Commission shall have no authority over the members of the judiciary, the armed forces, the police and the teaching services.
- (4) The Commission shall not be subject to the direction or control of any other person or body in the exercise of its functions.

PART 2—THE OMBUDSMAN

Ombudsman

59. (1) The Ombudsman shall be appointed, for five years, by the President of the Republic after consultation with the Prime Minister, the Speaker of Parliament, the leaders of the political parties represented in Parliament, the President of the National Council of Chiefs, the Presidents of the Regional Councils, and the Chairmen of the Public Service Commission and the Judicial Service Commission.
- (2) A person shall be disqualified for appointment as Ombudsman if he is a member of Parliament, the National Council of Chiefs or a Regional Council, if he holds any other public office, or if he exercises a position of responsibility within a political party.
- (3) A person shall cease to be Ombudsman if circumstances arise that, if he were not the Ombudsman, would disqualify him for appointment as such.

Enquiries by Ombudsman

60. (1) The Ombudsman may enquire into the conduct of any person or body to which this Article applies:
 - (a) upon receiving a complaint from a member of the public (or, if for reasons of incapacity, from his representative or a member of his family) who claims to have been the victim of an injustice as a result of particular conduct;
 - (b) at the request of a Minister, a member of Parliament, of the National Council of Chiefs or of a Regional Council;or
 - (c) of his own initiative.
- (2) This Article shall apply to all public servants, public authorities and ministerial departments, with the exception of the President of the Republic, the Judicial Service Commission, the Supreme Court and other judicial bodies.

- (3) The Ombudsman may request any Minister, public servant, administrator, authority concerned or any person likely to assist him, to furnish him with information and documents needed for his enquiry.
- (4) The Ombudsman shall grant the person or body complained of an opportunity to reply to the complaints made against them.
- (5) The enquiries of the Ombudsman shall be conducted in private.

Findings of Ombudsman and reports

61. (1) Wherever, after due enquiry, the Ombudsman concludes that a complaint is unjustified, he shall so inform the complainant and the Prime Minister and the head of the public department or authority concerned.
- (2) Wherever, after due enquiry, the Ombudsman concludes that conduct was contrary to the law, based on error of law or of fact, delayed for unjustified reasons, or unjust or blatantly unreasonable and that, consequently, any decision taken should be annulled or changed or that any practice followed should be revised, he shall forward his findings to the Prime Minister and to the head of the public authority or department directly concerned.
- (3) The report of the Ombudsman shall be public unless he decides to keep the report, or parts of it, confidential to the Prime Minister and the person in charge of the relevant public service, on the grounds of public security or public interest. The complainant shall in any case be told of the findings of the Ombudsman.
- (4) The Prime Minister or the person in charge of the relevant public service shall decide upon the findings of the Ombudsman within a reasonable time and the decision, with reasons, shall be given to the complainant forthwith. Any period limiting the time in which legal proceedings may be commenced shall not begin to run until the complainant has received the decision.
- (5) The Ombudsman shall present a general report to Parliament each year and may make such additional reports as he considers necessary concerning the discharge of his functions and action taken on his findings. He may draw the attention of Parliament to any defects which appear to him to exist in the administration.

Right of a citizen to services in own language

62. (1) A citizen of the New Hebrides may obtain, in the official language that he uses, the services which he may rightfully expect from the Republic's administration.
- (2) Where a citizen considers that there has been a breach of paragraph (1) he may make a complaint to the Ombudsman who shall conduct an enquiry in accordance with Articles 60 and 61.
- (3) The Ombudsman shall, each year, make a special report to Parliament concerning the observance of multilingualism and the measures likely to ensure its respect.

Ombudsman not subject to direction or control

63. The Ombudsman shall not be subject to the direction or control of any other person or body in the exercise of his functions.

CHAPTER 10

LEADERSHIP CODE

Conduct of leaders

64. (1) Any person defined as a leader in Article 65 has a duty to conduct himself in such a way, both in his public and private life, so as not to:
- (a) place himself in a position in which he has or could have a conflict of interests or in which the fair exercise of his public or official duties might be compromised;
 - (b) demean his office or position;
 - (c) allow his integrity to be called into question;
- or
- (d) endanger or diminish respect for and confidence in the integrity of the Government of the New Hebrides.
- (2) In particular, a leader shall not use his office for personal gain or enter into any transaction or engage in any enterprise or activity that might be expected to give rise to doubt in the public mind as to whether he is carrying out or has carried out the duty imposed by paragraph (1).

Definition of a leader

65. For the purpose of this Chapter, a leader means the President of the Republic, the Prime Minister and other Ministers, members of Parliament, and such public servants, officers of Government agencies and other officers as may be prescribed by law.

Parliament to give effect to this Chapter

66. Parliament shall by law give effect to the principles of this Chapter.

CHAPTER 11

EMERGENCY POWERS

Emergency regulations

67. The Council of Ministers may make regulations for dealing with a public emergency whenever:

- (a) the Republic is at war; or

- (b) the President of the Republic acting on the advice of the Council of Ministers declares a state of emergency by reason of natural calamity or to prevent a threat to or to restore public order.

Period of and renewals of state of emergency

68. (1) When Parliament is in session a state of emergency declared under Article 67 shall cease to have effect at the end of one week unless approved by a resolution of Parliament supported by two-thirds of its members.
- (2) When Parliament is not in session a state of emergency shall cease to have effect at the end of 2 weeks.
- (3) Where a resolution has been passed in accordance with paragraph (1) the state of emergency approved by it shall remain in force for the period authorised by the resolution except that no such resolution may authorise a state of emergency for more than 3 months at one time.
- (4) Parliament may meet whenever it decides during a state of emergency.
- (5) Parliament may not be dissolved under Article 26 (2) or (3) during a state of emergency. If the life of a Parliament ends in accordance with Article 26 (1) during a state of emergency the former members of that Parliament may meet for the purpose only of considering the state of emergency until the new Parliament first meets.
- (6) Parliament may at any time terminate a state of emergency by a resolution supported by an absolute majority of its members.

Effect of emergency regulations

69. (1) Subject to paragraph (2) regulations made by the Council of Ministers in accordance with Article 67 shall have effect notwithstanding the provisions of Chapter 2, Part I except that no regulation shall:
- (a) derogate from the right to life and the freedom from inhuman treatment and forced labour; and
- (b) make provision for the detention of a person without trial for more than one month unless such person is an enemy alien.
- (2) Regulations made by the Council of Ministers in accordance with Article 67 shall be such as are reasonably necessary in the circumstances of the emergency to which they relate and as are justifiable in a democratic society.

Complaints to Supreme Court concerning emergency regulations

70. Any citizen aggrieved by reason of regulations made by the Council of Ministers in accordance with Article 67 may complain to the Supreme Court which shall have jurisdiction to determine the validity of all or any of such regulations.

CHAPTER 12

LAND

Land belongs to custom owners

71. All land in the Republic belongs to the indigenous custom owners and their descendants.

Basis of ownership and use

72. The rules of custom shall form the basis of ownership and use of land in the Republic.

Perpetual ownership

73. Only indigenous citizens of the Republic who have acquired their land in accordance with a recognised system of land tenure shall have perpetual ownership of their land.

National land law

74. Parliament, after consultation with the National Council of Chiefs, shall provide for the implementation of Articles 71, 72 and 73 in a national land law and may make different provision for different categories of land, one of which shall be urban land.

Compensation

75. Parliament shall prescribe such criteria for the assessment of compensation and the manner of its payment as it deems appropriate to persons whose interests are adversely affected by legislation under this Chapter.

Disputes

76. (1) Where consequent on the provisions of this Chapter, there is a dispute concerning the ownership of alienated land the Government shall hold such land until the dispute is resolved.
- (2) The Government shall arrange for the appropriate customary institutions or procedures to resolve disputes concerning the ownership of custom land.

Land transactions

77. (1) Notwithstanding Articles 71, 72 and 73 land transactions between an indigenous citizen and either a non-indigenous citizen or a non-citizen shall only be permitted with the consent of the Government.
- (2) The consent required under paragraph (1) shall be given unless the transaction is prejudicial to the interests of:
- (a) the custom owner or owners of the land;
 - (b) the indigenous citizen where he is not the custom owner;
 - (c) the community in whose locality the land is situated;
- or
- (d) the Republic.

Government may own land

78. Notwithstanding Articles 71 and 72 the Government may own land acquired by it in the public interest.

Redistribution of land

79. (1) Notwithstanding Articles 71 and 72 the Government may buy land from custom owners for the purpose of transferring ownership of it to indigenous citizens or indigenous communities from over-populated islands.
- (2) When redistributing land in accordance with paragraph (1), the Government shall give priority to ethnic, linguistic, customary and geographical ties.

CHAPTER 13

DECENTRALISATION

Legislation for decentralisation

80. The Republic of the New Hebrides, conscious of the importance of decentralisation to enable the people fully to participate in the government of their regions, shall enact legislation necessary to realize that ideal.

Regional Councils

81. (1) Each region may elect a regional council in accordance with a law which shall in particular provide for the representation of custom chiefs within such council.
- (2) As soon as a regional council is elected, it shall start negotiations with the Government in order to prepare proposals for legislation providing for the powers and administration of the region.
- (3) The proposals for legislation referred to in paragraph (2) shall be submitted to Parliament which shall adopt them by the votes of at least two-thirds of the members of Parliament.

CHAPTER 14

AMENDMENT OF THE CONSTITUTION

Bills for amendment of Constitution

82. A bill for an amendment of the Constitution may be introduced either by the Prime Minister or any other member of Parliament.

Procedure for passing Constitutional amendments

83. A bill for an amendment of the Constitution shall not come into effect unless it is supported by the votes of no less than two-thirds of all the members

of Parliament at a special sitting of Parliament at which three-quarters of the members are present. If there is no such quorum at the first sitting, Parliament may meet and make a decision by the same majority a week later even if only two-thirds of the members are present.

Amendments requiring support of referendums

84. A bill for an amendment of a provision of the Constitution regarding the status of Bislama, English and French, the electoral system, the powers and organisation of Regional Councils or the parliamentary system, passed by Parliament under Article 83, shall not come into effect unless it has been supported in a national referendum.

CHAPTER 15

TRANSITIONAL PROVISIONS

First President of the Republic

85. Notwithstanding Chapter 6 the first President of the Republic shall:
- (a) be such person as shall have been elected prior to the day of Independence by an electoral college constituted for that purpose by the Representative Assembly sitting with the Presidents of the Regional Councils if then established;
 - (b) assume office on the day of Independence and hold office in accordance with the provisions of the Constitution.

First Prime Minister and other Ministers

86. The persons who immediately before the day of Independence hold office as Chief Minister or any other Minister shall as from that day hold office as Prime Minister or other Minister, as the case may be, as if they had been elected or appointed thereto under Chapter 7.

First Parliament

87. (1) The persons who immediately before the day of Independence are members of the Representative Assembly shall on that day become members of Parliament and shall hold their seats in Parliament in accordance with the Constitution.
- (2) The person who immediately before the day of Independence holds the office of Chairman of the Representative Assembly shall as from that day act in the office of Speaker of Parliament until a person is elected to hold that office.
 - (3) The standing orders of the Representative Assembly in force immediately before the day of Independence shall have effect as from that day as the standing orders of Parliament until modified

or replaced under Article 19 (5) but shall be construed with such adaptations as may be necessary to bring them into conformity with the Constitution.

- (4) Parliament shall, unless sooner dissolved, stand dissolved on the 14th November, 1983.

Existing offices

88. (1) Subject to the other provisions of the Constitution, a person who immediately before the day of Independence holds or acts in an office in the service of the Government of the New Hebrides shall, as from that day, hold or act in that office or the corresponding office established by or under the Constitution on the same terms and conditions as those on which he holds or acts in the office immediately before that day.
- (2) Paragraph (1) is without prejudice to the power of Parliament to provide for the compulsory retirement of non-citizen officers to promote localisation of offices.
- (3) Notwithstanding Article 55 (2), until a citizen of the New Hebrides is qualified for appointment to a public office a non-citizen may be appointed to that office but, except in the case of a judge of the Supreme Court, shall be appointed for a limited period.

Judges of the Supreme Court

89. Notwithstanding Chapter 8, any person who immediately before the day of Independence holds office as a judge of the pre-Independence Supreme Court or of a District Court shall as from that day act in the office of judge of the Supreme Court until a substantive appointment is made to that office in accordance with Chapter 8. The President of the Republic may appoint one of them to act as Chief Justice until a substantive appointment is made to that office.

Rights, Liabilities and Obligations

90. (1) All rights, liabilities and obligations of the Government of the New Hebrides, whether arising out of contract or otherwise, shall, as from the day of Independence, be rights, liabilities and obligations of the Republic.
- (2) Nothing in paragraph (1) shall prevent the Government of the Republic renegotiating rights, liabilities or obligations assumed under that paragraph.

Electoral System

91. After the general elections next following the Exchange of Notes providing for the entry into force of this Article, the Representative Assembly shall set up a Committee with equal representation of all political groups to make recommendations on an electoral system based on Article 17 (1).

The recommendations of the Committee shall be included in a law enacted by Parliament by a two-thirds majority of its members at a special sitting of

Parliament when at least three-fourths of the members are present. If there is no such quorum at the first sitting, Parliament may meet and make a decision by the same majority a week later even if only two-thirds of the members are present.

Legal Proceedings

92. All legal proceedings, whether civil or criminal, pending immediately before the day of Independence before any court in the New Hebrides shall be disposed of on and after that day in accordance with general or specific directions given by the Supreme Court subject to any law which may be enacted for that purpose.

Existing Law

93. (1) Until otherwise provided by Parliament, all Joint Regulations and subsidiary legislation made thereunder in force immediately before the day of Independence shall continue in operation on and after that day as if they had been made in pursuance of the Constitution and shall be construed with such adaptations as may be necessary to bring them into conformity with the Constitution.
- (2) Until otherwise provided by Parliament, the British and French laws in force or applied in the New Hebrides immediately before the day of Independence shall on and after that day continue to apply to the extent that they are not expressly revoked or incompatible with the independent status of the New Hebrides and wherever possible taking due account of custom.
- (3) Customary law shall continue to have effect as part of the law of the Republic.

Regional Councils before Independence

94. (1) Regional Councils shall be elected in Tanna and Santo on the same day as the general elections to the Representative Assembly next following the Exchange of Notes providing for the entry into force of this Article.
- (2) The modalities of this election shall be established by an Exchange of Notes between the British and French Governments, which shall in particular provide for the representation of custom chiefs within such Regional Councils.
- (3) As soon as they are elected the Regional Councils of Tanna and Santo shall start negotiations with the Government in order to prepare proposals for legislation providing for their powers and their manner of administration. The law on decentralisation for Tanna and Santo shall be adopted by the Representative Assembly before Independence.
- (4) The Council of Ministers may provide for the election of regional councils in other constituencies before Independence in accordance with modalities established in an Exchange of Notes between the British and French Governments.

ELECTION OF THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC

1. The election of the President of the Republic shall take place within 3 weeks of the end of the term of office of the previous President.
2. (1) The electoral college may proceed to elect the President of the Republic at its first meeting if at least three-fourths of its members are present.
(2) If there is no such quorum, the electoral college shall meet again 48 hours later and may lawfully proceed to elect the President if at least two-thirds of its members are present.
3. The candidate who obtains the support of two-thirds of the members of the electoral college shall be elected President of the Republic.

ELECTION OF THE PRIME MINISTER

1. The candidate who obtains the support of an absolute majority of the members of Parliament shall be elected Prime Minister.
2. If no candidate is elected under the preceding paragraph, a second ballot shall be taken but the candidate obtaining the lowest number of votes in the first ballot shall be eliminated.
3. If on the second ballot no candidate obtains the support specified in paragraph 1, further ballots shall be held, each time eliminating the candidate with the lowest vote in the preceding ballot until one candidate receives the support specified in paragraph 1, or if only two candidates remain the support of a simple majority.